

Modification du zonage d'assainissement

RAPPORT

Version provisoire

Ref : TD/1657/20/06/2013

Juillet 2013

Bureau d'études CESAME

ZA du Parc – Secteur Gampille

42 490 FRAISSES

tel : 04 77 10 12 10

Mail : cesame.environnement@wanadoo.fr



Table des matières

| | |
|---|----|
| 1. Cadre réglementaire..... | 1 |
| 2. Méthodologie..... | 3 |
| 3. Le zonage d'assainissement..... | 5 |
| 3.1. Situation actuelle en matière d'assainissement..... | 5 |
| 3.2.1. L'assainissement collectif..... | 5 |
| 3.2.2. L'assainissement non collectif..... | 7 |
| 3.2. Les projets d'assainissement collectif..... | 7 |
| 4. Les solutions d'assainissement : le zonage..... | 8 |
| 4.1. Raisons et motifs ayant permis d'arrêter le zonage..... | 8 |
| 4.2. Assainissement collectif..... | 8 |
| 4.3. Assainissement non collectif..... | 9 |
| 4.2. Les eaux pluviales..... | 11 |
| 5. Effets du zonage..... | 12 |
| 5.1. Les principales obligations concernant l'assainissement non collectif..... | 12 |
| 5.1.1. Responsabilités des propriétaires..... | 12 |
| 5.1.2. Responsabilité de Saint-Etienne Métropole..... | 14 |
| 5.2. Les principales obligations concernant l'assainissement collectif..... | 17 |
| 5.2.1. Responsabilité des propriétaires..... | 17 |
| 5.2.2. Responsabilité de Saint-Etienne Métropole..... | 17 |
| 5.3. Les principales obligations concernant les eaux pluviales..... | 18 |
| 5.3.1. Responsabilité des propriétaires..... | 18 |
| 5.3.2. Responsabilité de Saint-Etienne Métropole..... | 18 |

1. CADRE RÉGLEMENTAIRE

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 imposent aux communes de définir, après étude préalable, un zonage d'assainissement qui définit le mode d'assainissement le mieux adapté à chaque zone. Il doit être soumis à enquête publique avant d'être approuvé en dernier ressort par le Conseil municipal.

- Ainsi, les communes ou leurs groupements sont tenues de délimiter, après enquête publique :
- **Les zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- **Les zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Dans le cadre de la révision de son Plan Local d'Urbanisme, la commune de DOIZIEUX a souhaité mettre à jour le zonage d'assainissement de son territoire, réalisé et validé en 2000, pour qu'il soit en adéquation avec les nouvelles orientations d'urbanisme et qu'il tienne compte des évolutions réglementaires.

Ce rapport présente le zonage d'assainissement tel qu'il a été retenu par Saint-Etienne Métropole en concertation avec la commune de DOIZIEUX, en justifiant les choix au regard des équipements existants ou prévus et des orientations d'urbanisme affichées au Plan Local d'Urbanisme.

2. MÉTHODOLOGIE

- La commune de DOIZIEUX a arrêté en 2000 un zonage d'assainissement, en cohérence avec le Plan d'Occupation des Sols alors en vigueur.

En parallèle à la réalisation de son Plan Local d'Urbanisme, elle a souhaité réétudier le zonage d'assainissement initial.

La mise à jour de ce zonage d'assainissement a consisté à redéfinir les limites des zones à assainissement collectif (et donc non collectif) en tenant compte :

- Des nouveaux logements,
- Des travaux d'assainissement collectifs réalisés,
- Du zonage du futur Plan Local d'Urbanisme.

La **carte de zonage d'assainissement**, établie sur fond de plan cadastral, est annexée au présent document ; elle délimite les zones à assainissement collectif, à assainissement non collectif, et celles à enjeu vis-à-vis de la gestion des eaux pluviales.

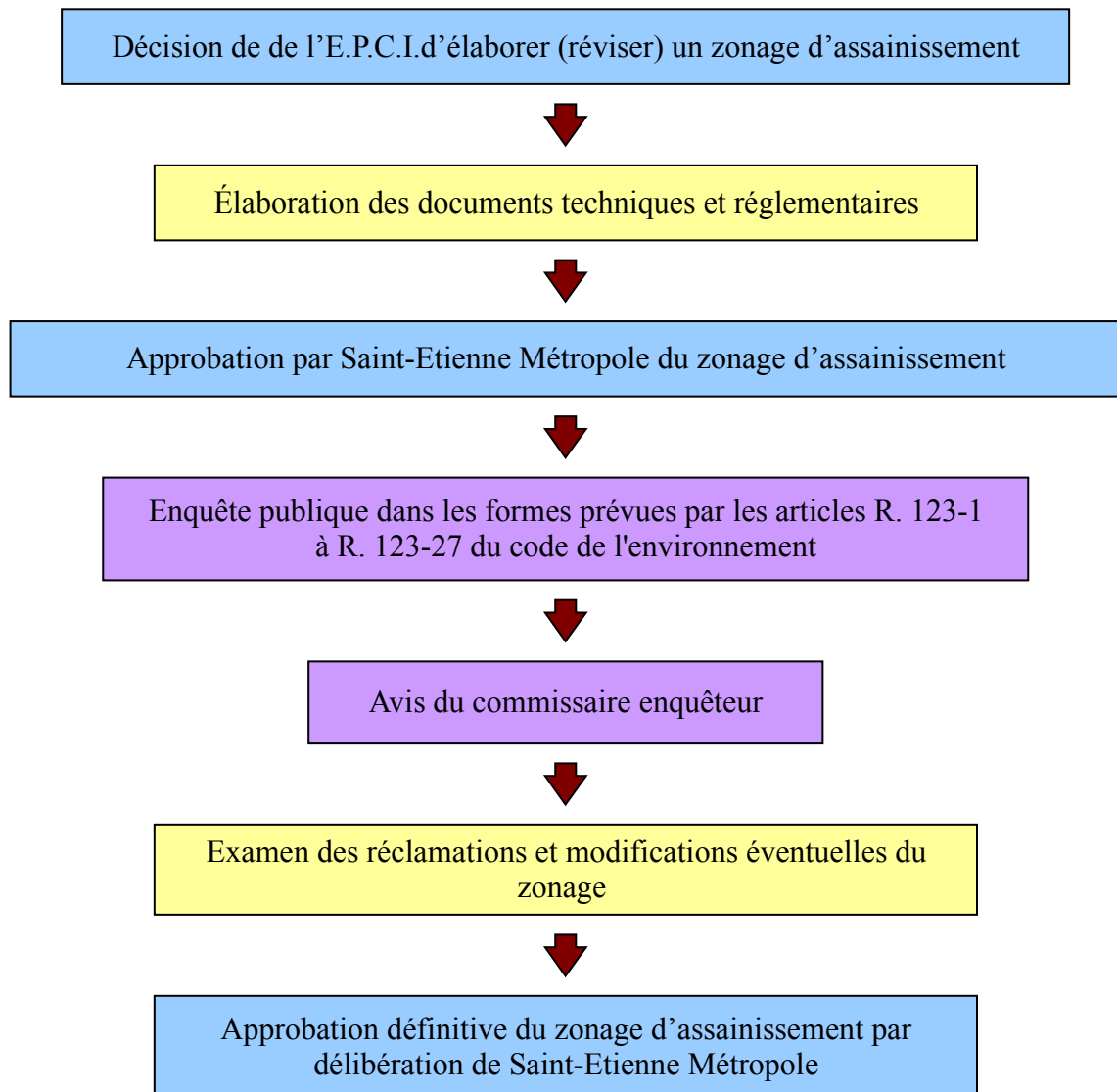
- Dans le cadre de la présente mise à jour, il n'a pas été réalisé d'étude de terrain complémentaire à celles engagées dans le cadre du zonage initial :

- étude de sol en particulier
- mais aussi reconnaissance générale du bourg et des principaux hameaux : Saint-Just, le Mas-la Vialle-Torrépanne, La Croix des Rameaux, l'Ollagnière, Chavas, Grosmont-la Cherbouze-La Berlière, Les Scies- La Scie Granjean, Chavanol, la Rulière avec pour objectifs l'étude de l'opportunité et des conditions de mise en place d'un réseau d'assainissement collectif.

- Le zonage d'assainissement doit être soumis à enquête publique dans les conditions fixées à l'article R 2224-8 du Code général des collectivités territoriales : l'enquête publique préalable à la délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent (ici Saint-Etienne Métropole), dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R2224-9 du même code, le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé.

- La procédure d'élaboration du zonage d'assainissement peut se résumer de la façon suivante :



Le nouveau zonage d'assainissement sera soumis à enquête publique conjointement au Plan Local d'Urbanisme.

3. LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

3.1. SITUATION ACTUELLE EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT

3.1.1. L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

- Le bourg de DOIZIEUX et ses extensions (La Bredouze, Freyssonet, La Guinarde) et le village de Saint-Just sont aujourd'hui desservis par un réseau d'assainissement collectif. Ce réseau collecte également les habitations des lieux-dits Moulin Roue et Le Breuil.

➤ Cf. « Plan simplifié des réseaux d'assainissement collectif – Planches 1 et 2 » ci-après.

Ce réseau a fait l'objet d'une étude diagnostique en 1997. Les travaux alors proposés pour leur amélioration ont été réalisés.

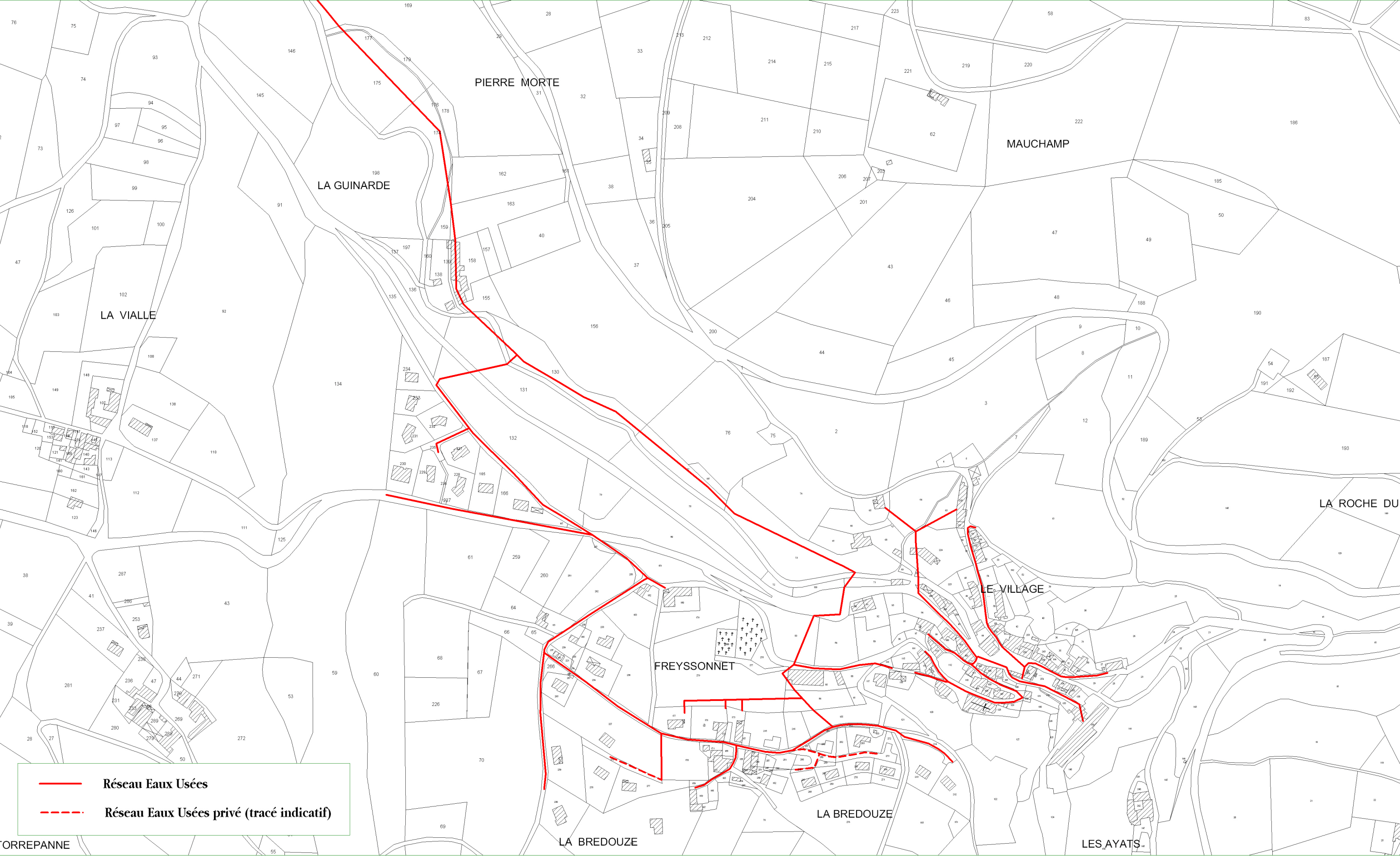
Le réseau eaux usées est aujourd'hui essentiellement séparatif, même si quelques dysfonctionnements sont observés (arrivées d'eaux claires parasites sur quelques antennes). Des investigations devraient être engagées prochainement pour préciser l'origine de ces désordres et programmer les travaux nécessaires.

L'essentiel du réseau est public mais quelques habitations sont desservies par des réseaux privés, mis en place lors d'opérations groupées (de type lotissement) ou ponctuelles.

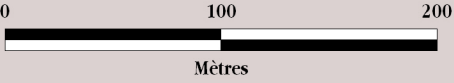
- Le réseau d'assainissement collectif est actuellement raccordé à la station d'épuration de la commune de la Terrasse-sur-Dorlay. Cette station est obsolète et sera supprimée à court terme. Les eaux usées seront transférées vers la vallée du Gier pour être traitées à la station d'épuration de Tartaras. Ces travaux seront finalisés d'ici fin 2013-début 2014.

Aujourd'hui ce sont environ 152 logements (soit près de 305 habitants) qui sont raccordés au réseau d'assainissement collectif.

PLAN SIMPLIFIÉ DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - PLANCHE 1



PLAN SIMPLIFIÉ DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - PLANCHE 2



3.1.2. L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

• Tous les autres secteurs urbanisés relèvent à ce jour de l'assainissement non collectif, soit environ **278 logements**. Sur le territoire communal, le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) est assuré par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement Non Collectif du Pilat (SIANC du Pilat).

Concernant les dispositifs en place, et sur les 241 dispositifs contrôlés à ce jour, le constat actuel est le suivant (source : SIANC du Pilat) :

- absence de donnée car ouvrages non accessibles pour 12 dispositifs,
- 1 dispositif noté en bon état de fonctionnement,
- 60 dispositifs présentant un fonctionnement acceptable,
- 163 dispositifs au fonctionnement non acceptable dont :
 - 122 nécessitant une intervention urgente,
 - 41 considérés comme non urgents.
- Pour 5 dispositifs, pas de donnée sur le fonctionnement.

La transcription des contrôles selon les nouveaux critères d'évaluation de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif n'a pas encore été réalisée.

• D'après les investigations conduites en 2000, les sols sont globalement défavorables à l'assainissement non collectif par réinfiltration in-situ pour la plupart des zones étudiées : Torrepanne, La Croix des Rameaux, L'Ollagnière-Trémolet, Chavas, Grosmont, La Scie Granjean-Les Scies, Chavanol, La Ruillère, Les Hermeaux ...

3.2. LES PROJETS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Pour tenir compte des contraintes d'assainissement non collectif, la commune a étudié les conditions de réalisation d'un réseau d'assainissement collectif pour la Vialle et le Mas. Différentes options ont été chiffrées : raccordement au collecteur existant le long de la RD 76 ou mise en place d'une nouvelle unité de traitement spécifique pour le hameau.

Mais compte tenu du montant élevé du projet ($\geq 300\,000$ € pour 20 logements desservis soit plus de 15 000 €/logement), l'assainissement collectif n'a pas été retenu pour La Vialle.

Ce choix s'appuie également sur les perspectives d'urbanisation telles qu'elles sont traduites dans le PLU et qui concernent essentiellement les zones U prévues au Bourg et à Saint-Just.

Les hameaux de la Vialle et du Mas sont classés en zone Ah « *zones situées au cœur des espaces agricoles, desservies partiellement par des équipements qu'il n'est pas prévu de renforcer, et dans lesquelles des constructions ont déjà été édifiées* ». Les constructions nouvelles à usages d'habitation (hors aménagement, extension, reconstruction de bâtiments existants) y sont globalement interdites.

4. LES SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT : LE ZONAGE

Ce chapitre présente le choix de zonage d'assainissement (collectif - non collectif) tel qu'il a été retenu par Saint-Etienne Métropole en concertation avec la commune de DOIZIEUX.

4.1. RAISONS ET MOTIFS AYANT PERMIS D'ARRÊTER LE ZONAGE

L'analyse et le croisement des critères suivants ont permis de motiver le choix de Saint-Etienne Métropole :

- Souhait d'urbanisation future (au regard du zonage du Plan Local d'Urbanisme),
- Etat et extension des réseaux d'assainissement collectif au niveau du Bourg et de Saint-Just,
- Coût prohibitif des équipements envisagés (investissement et fonctionnement) pour les hameaux identifiés en assainissement collectif dans le cadre du premier zonage d'assainissement (La Vialle, le Mas, Torrèpanne, La Croix des Rameaux, L'Ollagnière, Grosmont, Chavas, Les Scies, la Scie Granjean).
- Absence de perspective d'urbanisation dans les secteurs aujourd'hui non raccordés au réseau d'assainissement collectif compte tenu du PLU adopté par la commune,
- Possibilité de mise en œuvre/réhabilitation des dispositifs d'assainissement individuel dans les secteurs non raccordés au réseau d'assainissement collectif.

4.2. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

- **L'assainissement collectif concernera donc les secteurs déjà desservis par les réseaux** c'est à dire :
 - le Bourg de DOIZIEUX et ses extensions :
 - La Bredouze au Sud-Ouest,
 - Freyssonnnet et la Guinarde à l'Ouest,
 - Le Village de Saint-Just à l'exception de deux logements au Nord non raccordables gravitairement au réseau eaux usées existant,
 - Les lieux-dits Moulin Roue, le Breuil.

Il n'est prévu aucune extension importante du réseau d'assainissement collectif. Seules des prolongations de collecteurs existants pourront être réalisées pour desservir quelques parcelles relevant de l'assainissement collectif et susceptibles d'être urbanisées au regard du PLU.

Concernant le village de Saint-Just, une étude globale intégrant les réseaux eaux usées et eaux pluviales pourrait être engagée à court terme afin de redéfinir les conditions de collecte et d'évacuation notamment dans la partie plus densément urbanisée à l'Ouest et au Nord-Ouest. En fonction des propositions qui seront formulées, le raccordement des deux logements au Nord pourrait être étudié.

- Sur la base du rapport de présentation, le PLU permettra la création d'environ 36 logements supplémentaires dans la zone d'assainissement collectif du Bourg (zones UC-UC1, AUa1, AUa2) et 12 dans celles de Saint-Just (zones AUa3 et AUa4).

Sur la base d'une moyenne de 2,5 habitants par logement, 120 habitants supplémentaires seront à terme raccordés au réseau d'assainissement collectif.

4.3. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les autres hameaux et lieux-dits, non retenus en assainissement collectif, les zones d'habitat diffus et quelques logements non raccordables gravitairement aux collecteurs existants relèveront de l'assainissement non collectif.

Les critères de choix ont été :

- La dispersion de l'habitat dans les lieux-dits,
- Les conclusions défavorables des analyses technico-économiques conduites sur des projets d'assainissement collectif (ex : la Vialle – le Mas),
- L'absence de possibilité d'urbanisation compte tenu du zonage PLU,
- Les possibilités de réhabilitation de l'assainissement non collectif compte tenu des nombreuses filières aujourd'hui agréées.

– **L'assainissement individuel** concernera donc :

- La Vialle, le Mas, Torrépanne, La Croix des Rameaux, L'Ollagnière, Grosmont, Chavas, Les Scies, la Scie Granjean,
 - Quelques habitations isolées non raccordables aux réseaux existants au Nord et au Sud de Saint-Just notamment,
- et les zones d'habitats diffus ou isolés.

Soit près de 135 logements sur l'ensemble du territoire.

Dans ces secteurs, pour les projets de réhabilitation de l'habitat existant ou éventuellement d'habitat neuf (4 logements suivant le PLU uniquement dans la zone Ah1 de la Croix des Rameaux), il conviendra de s'appuyer sur des études de sols rigoureuses permettant de définir et dimensionner précisément la filière d'assainissement individuel à mettre en œuvre.

➤ Précautions complémentaires liées au barrage du Dorlay

La commune de DOIZIEUX s'étend en amont du barrage du Dorlay, une des principales réserves en eau potable pour le Syndicat d'Alimentation en Eau de la Moyenne vallée du Gier. Les périmètres de protection sont instaurés par les arrêtés préfectoraux du 5 août 1970 et 8 avril 1984 :

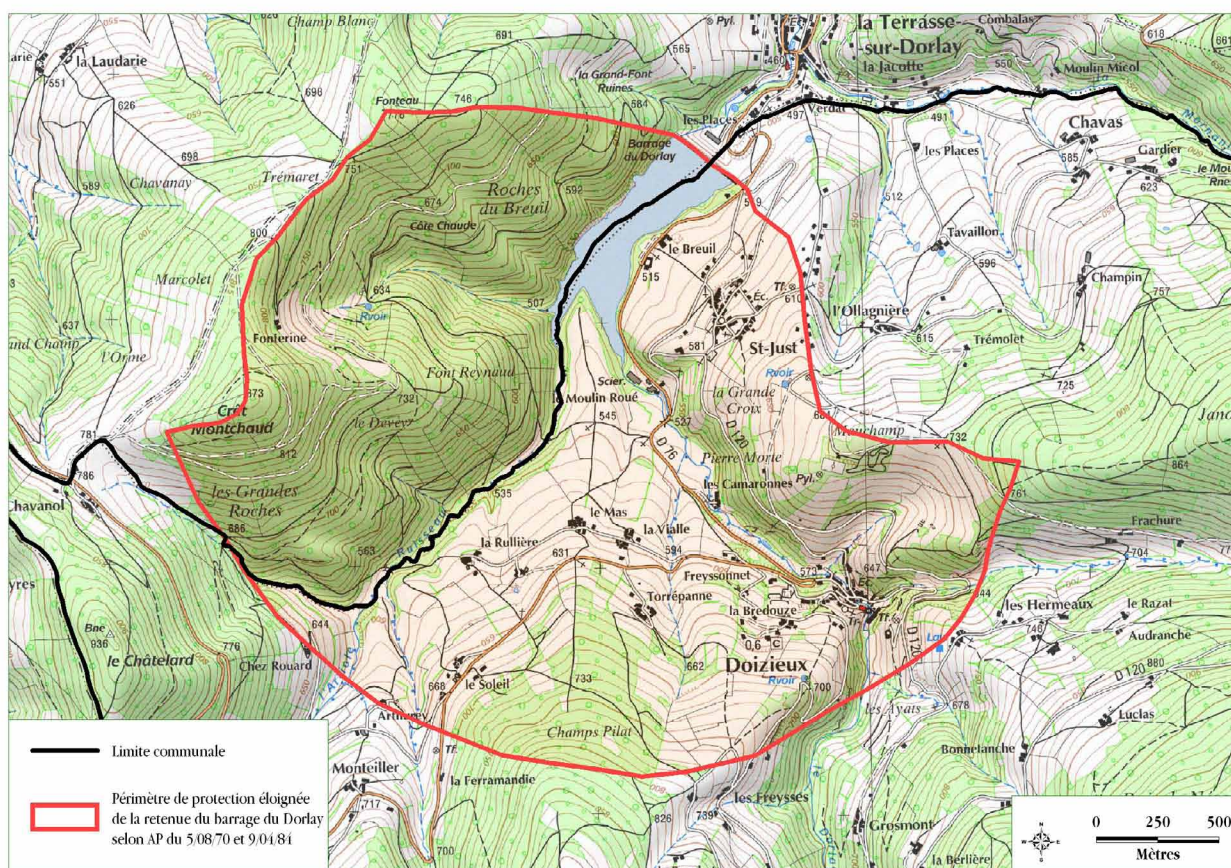
- Périmètre de protection immédiat : 35 m autour du barrage,
- Périmètre de protection éloignée : 100 m par rapport au barrage et au ruisseau de l'Artiole
- Périmètre de protection éloignée : 1,5 km autour du premier remous (cf. carte ci-dessous).

Un nouvel arrêté de déclaration d'utilité publique des périmètres de protection est en cours de définition par l'Agence Régionale de Santé.

Les hameaux de la Vialle, du Mas, de Torrèpanne, ainsi que le Bourg et le village de Saint-Just sont inclus dans le périmètre de protection éloignée.

Les lieux-dits Moulin Roué et le Breuil sont dans le périmètre de protection rapprochée, et partiellement dans le périmètre de protection immédiate.

Des précautions particulières seront prises dans le cadre des projets d'assainissements individuels et collectifs conformément aux prescriptions des arrêtés préfectoraux sus-cités.



4.4. LES EAUX PLUVIALES

- Conformément à l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales le zonage d'assainissement identifie les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement (3°) et celles où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement ... (4°).
- Le règlement prévu dans le cadre du PLU impose une gestion appropriée des eaux pluviales (limitation, régulation des débits) sur l'ensemble de la commune. Par conséquent, Saint-Etienne Métropole n'a pas jugé opportun de délimiter plus précisément des zones où des mesures complémentaires pourraient s'avérer nécessaires en matière de gestion des eaux pluviales.

5. EFFETS DU ZONAGE

Il est rappelé que le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement,
- Ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332.6-1 du Code de l'Urbanisme.

Pour la commune de DOIZIEUX, les compétences et obligations des communes relatives à l'assainissement non collectif et collectif et visées ci-dessous ont été transférées à Saint-Etienne Métropole.

5.1. LES PRINCIPALES OBLIGATIONS CONCERNANT L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

5.1.1. RESPONSABILITÉ DES PROPRIÉTAIRES

– **Article L.1331-1-1.I du Code de la Santé Publique** : " Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés. »

– **Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif de moins de 20 E.H..**

Art 2 « Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique. ...

Tout dispositif de l'installation accessible en surface est conçu de façon à assurer la sécurité des personnes et éviter tout contact accidentel avec les eaux usées ... Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles, particulièrement celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels que la conchyliculture, la pêche à pied, la cressiculture ou la baignade.

Sauf dispositions plus strictes fixées par les réglementations nationales ou locales en vue de la préservation de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, l'implantation d'une installation d'assainissement non collectif telle que définie à l'article 1er est interdite à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation humaine. En cas d'impossibilité technique et lorsque l'immeuble est desservi par le réseau public de distribution d'eau potable, l'eau du captage est interdite à la consommation humaine.

Les installations mettant à l'air libre ou conduisant au ruissellement en surface de la parcelle des eaux usées brutes ou prétraitées doivent être conçues de façon à éviter tout contact accidentel avec ces eaux et doivent être implantées à distance des habitations de façon à éviter toute nuisance ... »

– **Arrêté du 22 juin 2007, article 16** relatif aux installations d'assainissement non collectif de plus de 20 E.H. de capacité.

– **Article L.1331-1-1.II. du Code de la Santé Publique** : « Le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle prévu au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, dans un délai de quatre ans suivant la notification de ce document . »

– **Article L1331-11-1 du Code de la Santé Publique** : « Lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article L. 1331-1-1 du présent code et daté de moins de trois ans au moment de la signature de l'acte de vente est joint au dossier de diagnostic technique prévu aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation. Si le contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article L. 1331-1-1 du présent code est daté de plus de trois ans ou inexistant, sa réalisation est à la charge du vendeur. »

– **Article L.216-6 du Code de l'Environnement** : « Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune (...), ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende ... » .

– Les règles fixées par le **règlement du service d'assainissement collectif de Saint-Etienne Métropole** devront être respectées.

5.1.2. RESPONSABILITÉ DE SAINT-ETIENNE MÉTROPOLE

– Article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :

« I.-Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

III.-Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :

- 1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;
- 2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans des installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L. 214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé. »

– Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif :

• Art. 3 : Pour les installations neuves ou à réhabiliter mentionnées au 1° du III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, la mission de contrôle consiste en :

a) Un examen préalable de la conception : cet examen consiste en une étude du dossier fourni par le propriétaire de l'immeuble, complétée si nécessaire par une visite sur site, qui vise notamment à vérifier :

– l'adaptation du projet au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;

– la conformité de l'installation envisagée au regard de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif aux prescriptions techniques ou de l'arrêté du 22 juin 2007 susvisés ;

b) Une vérification de l'exécution : cette vérification consiste, sur la base de l'examen préalable de la conception de l'installation et lors d'une visite sur site effectuée avant remblayage, à :

– identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;

– repérer l'accessibilité ;

– vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur.

...

A l'issue de l'examen préalable de la conception, la commune élabore un rapport d'examen de conception remis au propriétaire de l'immeuble. Ce document comporte :

– la liste des points contrôlés ;

– la liste des éventuels manques et anomalies du projet engendrant une non-conformité au regard des prescriptions réglementaires ;

– la liste des éléments conformes à la réglementation ;

– le cas échéant, l'attestation de conformité du projet prévue à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme.

A l'issue de la vérification de l'exécution, la commune rédige un rapport de vérification de l'exécution dans lequel elle consigne les observations réalisées au cours de la visite et où elle évalue la conformité de l'installation. En cas de non-conformité, la commune précise la liste des aménagements ou modifications de l'installation classés, le cas échéant, par ordre de priorité, à réaliser par le propriétaire de l'installation. La commune effectue une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis, avant remblayage.

• **Art. 4.** – Pour les autres installations mentionnées au 2° du III de l'article L. 2224-8 du CGCT (installations existantes), la mission de contrôle consiste à :

- vérifier l'existence d'une installation, conformément aux dispositions de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ;
- vérifier le bon fonctionnement et l'entretien de l'installation ;
- évaluer les dangers pour la santé des personnes ou les risques avérés de pollution de l'environnement ;
- évaluer une éventuelle non-conformité de l'installation.

... Dans le cas où la commune n'a pas décidé de prendre en charge l'entretien des installations d'assainissement non collectif, la mission de contrôle consiste à :

- lors d'une visite sur site, vérifier la réalisation périodique des vidanges et l'entretien périodique des dispositifs constituant l'installation, selon les cas, conformément aux dispositions des articles 15 et 16 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif aux prescriptions techniques ou de l'arrêté du 22 juin 2007 susvisés ;
- vérifier, entre deux visites sur site, les documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et des vidanges, notamment les bordereaux de suivi des matières de vidange établis conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif à l'agrément des vidangeurs susvisé.

... A l'issue du contrôle, la commune rédige un rapport de visite où elle consigne les observations réalisées au cours de la visite et qui comporte le prénom, le nom et la qualité de la personne habilitée pour approuver le document ainsi que sa signature. ... Le rapport de visite constitue le document mentionné à l'article L. 1331-11-1 du code de la santé publique.

• **Art. 5.** – Le document établi par la commune à l'issue d'une visite sur site comporte la date de réalisation du contrôle et est adressé par la commune au propriétaire de l'immeuble. Sur la base des travaux mentionnés dans le document établi par la commune à l'issue de sa mission de contrôle, le propriétaire soumet ses propositions de travaux à la commune, qui procède, si les travaux engendrent une réhabilitation de l'installation, à un examen préalable de la conception, selon les modalités définies à l'article 3 ci-dessus.

La commune effectue une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis, avant remblayage. »

– **Article L1331-11 du Code de la Santé Publique** « Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées :

- 1° Pour l'application des articles L. 1331-4 et L. 1331-6 ;
- 2° Pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif prévue au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales ;
- 3° Pour procéder à l'entretien et aux travaux de réhabilitation et de réalisation des installations d'assainissement non collectif en application du même III ;
- 4° Pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées autres que domestiques et des utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique ... »

5.2. LES PRINCIPALES OBLIGATIONS CONCERNANT L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

5.2.1. RESPONSABILITÉ DES PROPRIÉTAIRES

– **Article L.1331-1 du Code de la Santé Publique** : « Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.

Un arrêté interministériel détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa.

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales. La commune peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales. »

– **Article L.1331-4 du Code de la Santé Publique** : « Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L. 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires ... »

– Les règles fixées par le **règlement du service d'assainissement non collectif de Saint-Etienne Métropole** devront être respectées.

5.2.2. RESPONSABILITÉ DE SAINT ETIENNE MÉTROPOLÉ

– **Article L2224-8 du Code général des Collectivités Territoriales** :

I.-Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées. Dans ce cadre, elles établissent un schéma d'assainissement collectif comprenant, avant la fin de l'année 2013, un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Ce descriptif est mis à jour selon une périodicité fixée par décret afin de prendre en compte les travaux réalisés sur ces ouvrages.

II.-Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble ... ».

5.3. LES PRINCIPALES OBLIGATIONS CONCERNANT LES EAUX PLUVIALES

5.3.1. RESPONSABILITÉ DES PROPRIÉTAIRES

- Le statut général des eaux pluviales est posé par le code civil dont les dispositions s'appliquent à tous (particuliers, collectivités, etc.). Il impose (art. L. 640 et L. 641 du code civil) aux propriétaires « inférieurs » une servitude vis-à-vis des propriétaires « supérieurs ». Les propriétaires « inférieurs » doivent accepter l'écoulement naturel des eaux pluviales sur leur fonds. Cette obligation disparaît si l'écoulement naturel est aggravé par une intervention humaine.
- Les rejets importants d'eaux pluviales peuvent être soumis à une procédure « au titre de la loi sur l'eau » (art. L. 214-1 à L.214-6 du code de l'environnement) et sont principalement concernés par les rubriques 2.1.2.0 et 2.1.5.0 de la nomenclature de l'article R. 214-1 du code de l'environnement
- Contrairement aux dispositions applicables en matière d'eaux usées, il n'existe pas d'obligation générale de raccordement en ce qui concerne les eaux pluviales. Le raccordement peut cependant être imposé par le règlement du service d'assainissement ou par des documents d'urbanisme.
- En matière de gestion des eaux pluviales, les préconisations de Saint-Etienne Métropole sont les suivantes :
 - Privilégier une gestion à la parcelle (infiltration par exemple) ainsi que la récupération des eaux pluviales,
 - En cas de rejet au réseaux eaux pluviales ou au milieu hydraulique superficiel, mettre en œuvre une rétention adaptée. Dans le cadre du Contrat de rivière Gier, Saint-Etienne il est préconisé la création d'ouvrage de rétention sur la base des critères suivants : stockage de 240m³/ha imperméabilisé sur la base d'une pluie trentennale et d'un débit de fuite de 15l/s/ha aménagé.

5.3.2. RESPONSABILITÉ DE SAINT ETIENNE MÉTROPOLÉ

- L'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales prévoit que les communes et leurs établissements publics de coopération délimitent « les zones où des mesures doivent être prises pour **limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement** », ainsi que « les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »
- **Articles L.2333-97 à L.2333-101 du code général des collectivités territoriales** : La collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales constituent un service public administratif relevant des communes. Celles-ci peuvent instituer une taxe annuelle dont le produit est affecté à son financement :.
- Décret n° 2011-815 du 6 juillet 2011 relatif à la taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines précisant les modalités de mise en place de cette taxe.